



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Aciérie de Gerlafingen : La politique climatique et énergétique idéologique de la gauche rose-verte asphyxie l'industrie

Le groupe UDC s'oppose au subventionnement de l'industrie sidérurgique par des fonds fédéraux. La menace de fermeture de l'aciérie de Gerlafingen est une conséquence de la politique climatique et énergétique irresponsable et idéologique de la gauche rose-verte. Le groupe UDC approuve

l'initiative cantonale du canton de St-Gall qui demande la suppression du statut S, ceci en raison de l'abus massif de ce statut généreux par des Roms et d'autres personnes qui n'ont pas vécu durablement en Ukraine auparavant.



La destruction de l'industrie et donc de l'emploi est le prix à payer pour la politique climatique et énergétique, idéologique et irresponsable, de la gauche rose-verte qui mène à l'explosion des prix de l'énergie. L'exemple le plus récent est celui de l'aciérie de Gerlafingen dans le canton de Soleure ; l'entreprise est menacée de fermeture, ce qui entraînerait

la perte de 500 emplois. En d'autres termes, **la gauche rose-verte envoie le patient à l'hôpital, pour le soigner ensuite à grands frais.**

Le groupe UDC est extrêmement sceptique quant au sauvetage par l'Etat d'entreprises industrielles privées et rejette ainsi la motion 24.3374 « Accorder un financement transitoire à l'industrie sidérurgique afin de verdir la production et de conserver l'activité en Suisse » ainsi que les motions 24.3146 et 24.3159, de même teneur : « Des mesures d'urgence pour Stahl Gerlafingen ». L'aciérie en question appartient en outre au groupe italien AFV Beltrame S.p.A, qui réalise pourtant des bénéfices. **En lieu et place d'une politique de « sauvetage industriel », l'UDC s'engage pour de bonnes conditions-cadres pour l'économie**, c'est-à-dire pour de bonnes infrastructures, des marchés ouverts, des impôts bas, un marché du travail libéral et un approvisionnement énergétique abordable, car ce sont bel et bien là les facteurs à la base du succès de notre économie.

Mettre fin aux abus du statut S

Le statut S semble être de plus en plus utilisé abusivement par les Roms et d'autres personnes qui ne vivaient pas durablement en Ukraine avant la guerre. Afin de lutter contre ces abus, le canton de Saint-Gall demande que le statut S soit rapidement supprimé et remplacé par une procédure accélérée prévue par la législation actuelle sur l'asile. Le groupe UDC approuve l'initiative cantonale 24.313 « Lutter contre les abus en supprimant le statut S pour les requérantes et requérants d'asile d'Ukraine ». **Pour l'UDC, le statut de protection S doit être limité aux personnes ayant réellement besoin de protection**, comme le demande la motion 24.3378 de la conseillère aux Etats UDC Esther Friedli, dont une partie a été adoptée par le Conseil national.

En revanche, **le groupe UDC rejette à l'unanimité le pacte de l'ONU sur les migrations**, qui conduirait de facto à une **libre circulation des personnes avec le monde entier** et encouragerait encore plus la migration d'asile vers notre pays. Le pacte de l'ONU encourage la migration en brouillant la frontière entre la recherche de protection et la quête de profits. Les migrants de tous horizons, quelles que soient leurs qualifications, doivent (selon ce texte) pouvoir accéder beaucoup plus facilement au pays de leur choix. **En outre**,

les passages illégaux de frontières devraient être dépénalisés, le regroupement familial facilité et les expulsions rendues plus difficiles. Cela n'est pas compatible avec l'ordre juridique fondamental de la Suisse.
